

La crise au Burundi : un an déjà

Voice of America, 26 avril 2016 Une année vient de s'écouler après l'annonce de la candidature du Président Nkurunziza pour un troisième mandat, déclenchant une crise qui a pris au fil de jours des dimensions humanitaires inquiétantes. Reportage du correspondant de VOA Afrique à Cibitoke et Mutakura au nord de Bujumbura. [Photo : Quelques commerçants bravent la peur sur l'artère principale qui sépare les quartiers Cibitoke et Mutakura de la zone de Cibitoke à Bujumbura]

Mutakura, 13^e avenue, les habitations restent fermées tandis que des boutiques ont ouvert. Très peu de personnes sont visibles. Les rares passants ne veulent pas parler aux journalistes. Ils ont peur de relater ce qu'ils ont vu et vu il y a une année jour pour jour. Mais l'artère principale qui divise les quartiers Cibitoke et Mutakura de la zone de Cibitoke grouille de voitures Toyota-Hiace de transport en commun et autres taxis-motos communément appelés Tuk Tuk. À côté, une jeune fille, la vingtaine, encore marquée par la peur, se confie à VOA Afrique. Elle affirme que dès 18 heures, elle ferme automatiquement sa maison. "Je remercie le bon Dieu d'être encore vivante. La situation s'améliore. Au moment des manifestations, j'avais peur d'envoyer les enfants même à la boutique à côté." Les gens refusent de revenir, ni habiter les maisons du quartier même gratuitement. "Les gens commencent quand même à rentrer petit à petit si ils ont peur", précise-t-elle. Plus de 500 personnes ont été tuées depuis 2015 et plus de 260.000 personnes sont réfugiées dans les pays limitrophes. Un après le début de la contestation, des représailles et des violences qui s'en sont suivies, la vie reprend petit à petit dans les quartiers contestataires. Une autre habitante de Mutakura raconte qu'ici personne n'a plus confiance en personne. Sur la même artère principale, les taxis-vélos ont repris timidement. Des mamans vendent des tomates, des fruits et certaines légumes. Plus loin, tout près de la zone Cibitoke, la vie a repris. Certaines maisons restent fermées. Mais d'autres habitants ont regagné leurs logis. "Cela fait trois mois que l'on ne jette ni grenade et qu'on n'entend pas de tirs à l'arme automatique", soutient le chef de zone Cibitoke, Hérode Yeshimana. Pour lui, 78% de la population qui avait fui la répression de la police et de l'armée ont regagné leurs maisons. Mais un autre habitant qui, lui, a abandonné sa maison construite à Mutakura affirme qu'il n'a pas encore temps de rentrer. "On ne peut pas dire que la sécurité est totale. La majorité a fui parce qu'avec l'insécurité est toujours un problème. Ça commence à venir on pense que demain ou après-demain on pourra retourner", affirme l'habitant encore sceptique. Malgré la violence qui s'intensifie ces derniers jours dans certaines localités du pays à des assassinats ciblés, beaucoup de Burundais placent l'espoir dans les futures négociations qui commencent au début du mois de mai à Arusha en Tanzanie. Mais d'autres estiment que ce dialogue inclusif peut accoucher d'une souris considérant les positions des autorités de Bujumbura qui ne veulent pas négocier avec les ex-putschistes. Le début de ce dialogue coïncide avec l'ouverture par la CPI d'un examen préliminaire sur les violences au Burundi.